



Montreuil, le 31 janvier 2012

Encore plus d'austérité pour les familles !

Le Président de la République a annoncé dimanche soir une diminution des charges patronales pour compenser l'augmentation de la TVA de 1,6 %. Cette TVA fiscale, qui ne dit pas son nom, sera de 21,2 %.

Après une TVA de 5,5 % à 7 % sur les produits de première nécessité, la rigueur est de nouveau appliquée. Une fois de plus, le gouvernement fait peser sur les familles, et plus particulièrement les plus modestes, sa politique d'austérité et de restrictions budgétaires en modifiant le taux de TVA de 19,6 % à 21,2 %. De nouveau, un mauvais coup est porté aux usagers et aux consommateurs.

Pour la CNL, les familles ne sont en rien responsables de cette crise qui est le fruit d'une politique ultra-libérale, où la spéculation et la rente en sont les grands gagnants, mais qui va avoir pour conséquences une nouvelle perte de pouvoir d'achat. Elle dénonce ces augmentations qui ne régleront pas la situation économique et sociale et feront, par contre, augmenter la charge logement des familles au travers, notamment, les charges locatives.

Dans le même temps, tout est à craindre sur le financement de la politique familiale qui sera désormais financée par la fiscalité, remettant en cause l'universalité de celle-ci, et des risques que cela entraînera lors des choix budgétaires.

D'autres choix sont possibles et nécessaires pour redonner du pouvoir d'achat aux familles. La CNL demande d'annulation de ces mesures anti-sociales et appelle les familles, les adhérents, les militants à se mobiliser et à rester vigilants.

La CNL demande :

- Le gel des loyers dans tous les secteurs locatifs.
- La revalorisation de 25 % des aides personnelles et la prise en compte dans le calcul de la totalité du coût des charges locatives.
- Un véritable service public de l'Energie.
- L'arrêt de toutes les saisies, coupures d'eau, de gaz et d'électricité, expulsions.
- La garantie et l'amélioration du statut d'occupation des locataires.
- La mise en œuvre d'un Service public national et décentralisé du logement et de l'habitat.

